

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 388

[2004/200208]

4 DECEMBRE 2003. — Décret modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A. Pour ce qui concerne la Région wallonne, à l'article 43 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 14 du 18 avril 1967, par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 août 1980, par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 décembre 1980, par l'article 2 de l'arrêté royal du 29 mars 1994 et par l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « 11 p.c. », introduits par l'article 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 22 août 1980, sont remplacés par les mots « 11 p.c. »;

2° au 2°, les mots « 250 francs par jour et par personne », introduits par l'article 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 22 août 1980, sont remplacés par les mots « 250 francs par jour et par personne »;

3° le 4°, abrogé par l'article 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal du 22 août 1980, est abrogé.

B. Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 43, 3°, du même Code, inséré par l'article 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal n° 14 du 18 avril 1967, et modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 août 1980, par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 décembre 1980 et par l'article 1^{er} du décret du 16 décembre 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° des concours colombophiles lorsque le retour des pigeons a lieu, sauf circonstances de force majeure, un samedi, un dimanche, un jour de fête légale ou un jour de kermesse considéré comme officiel par la commune et que les enjeux sont risqués exclusivement par les propriétaires des pigeons engagés; ».

C. Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 43, 3°, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° des concours colombophiles lorsque les enjeux sont risqués exclusivement par les propriétaires des pigeons engagés; ».

D. Pour ce qui concerne la Région wallonne, à l'article 43, 2°, du même Code, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 août 1980, les mots « 250 francs » sont remplacés par les mots « 6,20 euros ».

Art. 2. Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 44 du même Code, remplacé en dernier lieu par l'article 2 de l'arrêté royal du 22 août 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 44. - Par dérogation à l'article 43, la taxe frappant les paris sur les courses de chevaux courues en Belgique est fixée comme suit :

1° un cinquième du prélèvement opéré sur le montant brut des sommes engagées dans le pari mutuel;

2° 5 p.c. du montant brut des sommes engagées dans le pari à la cote. »

Art. 3. A. Pour ce qui concerne la Région wallonne, à l'article 45, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 3 de l'arrêté royal n° 14 du 18 avril 1967, les mots « 4,80 p.c. » et les mots « 2,75 p.c. », tels qu'introduits par l'article 3 de l'arrêté royal n° 14 du 18 avril 1967, sont remplacés respectivement par les mots « 4,80 p.c. » et les mots « 2,75 p.c. ».

B. Pour ce qui concerne la Région wallonne, à l'article 45 du même Code, modifié par l'article 3 de l'arrêté royal n° 14 du 18 avril 1967, dont l'alinéa 1^{er} formera le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé et il est ajouté un paragraphe 2, rédigé comme suit :

« § 2. La taxe sur les jeux et paris relative aux jeux de casino autres que les jeux de baccara chemin de fer et de roulette sans zéro s'applique sur le produit brut de ces jeux au taux de 30 p.c. sur la partie dudit produit qui, pour l'année civile, ne dépasse pas 35 millions de francs et au taux de 40 p.c. sur le surplus.

Le produit brut est constaté chaque jour; il est constitué par la différence entre le montant des encaisses constatées en fin de parties et le montant cumulé des avances initiales et des avances complémentaires, diminué des retraits opérés en cours de parties. La perte éventuellement constatée pour une journée est portée en déduction du produit brut des jours suivants. »

C. Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 45, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code est remplacé par l'alinéa suivant :

« La taxe sur les jeux et les paris relative aux jeux de casino autres que les jeux de baccara chemin de fer et de roulette sans zéro s'applique sur le produit brut de ces jeux au taux de 33 p.c. sur la partie dudit produit qui, pour l'année civile, ne dépasse pas 55 millions de francs et au taux de 44 p.c. sur le surplus. »

D. Pour ce qui concerne la Région wallonne, à l'article 45, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « 55 millions de francs » sont remplacés par les mots « 1.360.000 euros ».

Art. 4. A. Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 46 du même Code, remplacé par l'article 4 de l'arrêté royal n° 14 du 18 avril 1967, et modifié par l'article 3 de l'arrêté royal du 22 août 1980 et par l'article 2 de l'arrêté royal du 30 décembre 1980 et abrogé par l'article 2 du décret du 16 décembre 1999, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 46. - Il est perçu une taxe de 10 francs par bague pour pigeon vendue par les associations et fédérations agréées par le Ministre des Finances. »

B. Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 46 du même Code est abrogé.

Art. 5. Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 47 du même Code, abrogé par l'article 5 de l'arrêté royal n° 14 du 18 avril 1967, est abrogé.

Art. 6. Pour ce qui concerne la Région wallonne, les articles 48 à 50 du même Code, abrogés par l'article 12 de l'arrêté royal du 22 août 1980, sont abrogés.

Art. 7. A. Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 79, § 1^{er}, du même Code, remplacé en dernier lieu par l'article 8, 1°, de l'arrêté royal du 22 août 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les appareils sont répartis, selon leur type, en cinq catégories désignées respectivement par les symboles A, B, C, D et E. »

B. Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 79, § 2, du même Code, remplacé par l'article 8, 1°, de l'arrêté royal du 22 août 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les appareils automatiques de divertissement désignés ci-après sont classés respectivement dans les catégories A, B, C, D et E visées au paragraphe 1^{er} :

1° dans la catégorie A :

a. les billards électriques à mise variable, généralement dénommés « Bingo », dont le jeu consiste à loger plusieurs boules ou billes dans des trous pratiqués dans le plan horizontal de l'appareil, à l'effet d'éclairer, sur le panneau du plan vertical, plusieurs chiffres ou signes sur une ligne horizontale, verticale ou diagonale, ou encore dans une zone déterminée, selon le type de l'appareil;

b. les billards électriques à mise variable, généralement dénommés « One Ball », dont le jeu consiste à loger sur le plan horizontal de l'appareil, une boule ou bille dans un des trous portant le même chiffre que celui qui est éclairé sur le panneau du plan vertical;

c. les appareils automatiques de divertissement, y compris ceux visés sub 3° à 5° ci-après, lorsqu'ils permettent, même occasionnellement, au joueur ou à l'utilisateur de regagner, en espèces ou sous la forme de jetons, au moins le montant de sa mise et/ou de gagner des prix, en nature ou sous la forme de bons-primés, d'une valeur commerciale d'au moins 250 francs;

2° dans la catégorie B, les appareils automatiques de divertissement visés sub 1°, lettre c., lorsqu'ils sont soumis à la taxe réduite prévue par l'article 81;

3° dans la catégorie C :

a. les grues automatiques munies de griffes ou de bras poussoir;

b. les billards électriques à mise fixe, généralement dénommés « Pin-Ball », « Flipper » ou « Flip-Tronic », dont le jeu consiste à lancer des boules ou des billes qui, au contact de certains obstacles, se trouvant sur le plan horizontal de l'appareil, font apparaître, sur le panneau du plan vertical, le résultat du jeu sous la forme de points, de signes ou de figurines;

c. les jeux automatiques de quilles qui sont normalement amovibles et qui requièrent habituellement l'emploi de boules ou de billes;

d. les jeux automatiques de poker, généralement dénommés « Jolly Joker »;

e. les appareils automatiques qui, simultanément, projettent des films ou des images et diffusent des sons;

4° dans la catégorie D :

a. les tourne-disques automatiques, y compris ceux généralement dénommés « Juke-box », qui diffusent exclusivement de la musique, même s'ils sont mis en marche à distance;

b. les jeux automatiques de quilles qui sont normalement amovibles et qui requièrent habituellement l'emploi de disques;

c. les appareils automatiques de tir;

d. les jeux électriques de golf, de hockey, de tennis et de football, le jeu de balle électrique du modèle « Spinner », ainsi que les appareils électriques du modèle « Base-ball », « Basket-ball », « Drop-ball », « Skee-ball », « Skee-fun », « All-Star Bowler », « Ten Strike »;

e. chaque billard électrique faisant partie du jeu de compétition généralement dénommé « Bumper », qui est normalement installé sur les foires et les kermesses;

5° dans la catégorie E, tous les appareils automatiques qui ont été déclarés au Ministre des Finances en exécution du paragraphe 3 et qui ne sont pas classés dans l'une des catégories A à D. »

C. Pour ce qui concerne la Région wallonne, à l'article 79, § 2, 1°, c., du même Code, les mots « 250 francs » sont remplacés par les mots « 6,20 euros ».

D. Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 79, § 2, du même Code est complété par les alinéas suivants :

« Lorsque les contingences techniques, économiques ou sociales rendent ces mesures nécessaires, la catégorie dans laquelle un type d'appareil doit être classé peut être fixée ou modifiée par le Gouvernement wallon, après consultation des unions professionnelles intéressées. Pour la classification d'un appareil, il est tenu compte de sa rentabilité, de la nature du jeu proposé et de la multiplicité de la mise, étant entendu qu'un appareil servant exclusivement de tourne-disque automatique ne peut être classé dans une catégorie supérieure à la catégorie D.

Le Gouvernement wallon saisira le Conseil régional wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés pris en exécution de l'alinéa 2. »

Art. 8. A. Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 80, § 1^{er}, du même Code, remplacé en dernier lieu par l'article 9 de l'arrêté royal du 22 août 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe est fixé comme suit :

Catégorie des appareils	Montant de la taxe
A	36 000 F
B	26 000 F
C	7 000 F
D	5 000 F
E	3 000 F. »

B. Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 80, § 1^{er}, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe est fixé comme suit :

Catégorie des appareils	Montant de la taxe
A	55 000 F
B	36 000 F
C	9 000 F
D	6 000 F
E	4 000 F. »

C. Pour ce qui concerne la Région wallonne, à l'article 80, § 1^{er}, du même Code, les montants exprimés en franc et figurant à la première colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la deuxième colonne du même tableau.

55 000 F	1.365 euros
36 000 F	895 euros
9 000 F	225 euros
6 000 F	150 euros
4 000 F	100 euros

Art. 9. A. Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 81 du même Code, remplacé par l'article 17 de l'arrêté royal n° 14 du 18 avril 1967 et modifié par l'article 7 de la loi du 24 décembre 1976, par l'article 10 de l'arrêté royal du 22 août 1980 et par l'article 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 81. - La taxe est réduite à :

1° un dixième de son montant relatif à l'année entière pour les appareils appartenant à un industriel forain et installés sur le champ de foire et les endroits similaires. La taxe ainsi réduite ne peut être inférieure à 500 francs;

2° la moitié de son montant relatif à l'année entière pour les appareils placés exclusivement dans une exploitation saisonnière. Est considérée comme telle toute exploitation, à l'exception des débits de boissons, qui n'est accessible au public que six mois par an au maximum. Cette période peut être prolongée de trente jours à condition que la déclaration en soit faite préalablement au contrôleur en chef des contributions directes dans le ressort duquel sont placés les appareils. »

B. Pour ce qui concerne la Région wallonne, à l'article 81, 1°, du même Code, les mots « 500 francs » sont remplacés par les mots « 12,50 euros ».

Art. 10. A. Pour ce qui concerne la Région wallonne, à l'arrêté royal du 8 juillet 1970, portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 35, remplacé par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 24 mai 1978, est abrogé;

2° à l'article 35bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, inséré par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 24 mai 1978, les mots « à l'article 35 » sont remplacés par les mots « à l'article 45, § 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus »;

3° l'article 56, remplacé par l'article 6 de l'arrêté royal du 10 novembre 1980 et modifié par l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001, est abrogé.

B. L'article 35ter du même arrêté, inséré par l'article 1^{er} du décret du 6 mars 1996, est abrogé.

C. Le décret du 6 mars 1996 modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, en ce qui concerne la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, est abrogé.

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2003, à l'exception :

1° des articles 1^{er}, A et B, 2, 3, A et B, 4, A, 5, 6, 7, A et B, 8, A, 9, A, et 10, A, qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1989;

2° des articles 3, C, 8, B, et 10, B et C, qui produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 1996;

3° des articles 1^{er}, C, et 4, B, qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2000;

4° des articles 1^{er}, D, 3, D, 7, C, 8, C, et 9, B, qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 décembre 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—————
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 567 (2003-2004) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 3 décembre 2003.

Discussion - Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 388

[2004/200208]

4. DEZEMBER 2003 — Dekret zur Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es :

Artikel 1 - A. Was die Wallonische Region betrifft, werden in Artikel 43 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, abgeändert durch den Artikel 1 des Königlichen Erlasses Nr. 14 vom 18. April 1967, durch den Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 22. August 1980, durch den Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 30. Dezember 1980, durch den Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 29. März 1994 und durch den Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 die folgenden Abänderungen angebracht:

1° der durch den Artikel 1, 1° des Königlichen Erlasses vom 22. August 1980 eingeführte Wortlaut "11 Prozent" wird durch den Wortlaut "11 Prozent" ersetzt;

2° in 2° wird der durch den Artikel 1, 2° des Königlichen Erlasses vom 22. August 1980 eingeführte Wortlaut "250 BEF pro Tag und pro Person" durch den Wortlaut "250 BEF pro Tag und pro Person" ersetzt;

3° der durch den Artikel 1, 4° des Königlichen Erlasses vom 22. August 1980 aufgehobene Punkt 4° wird aufgehoben.

B. Was die Wallonische Region betrifft, wird der Artikel 43, 3° desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Artikel 1, 2° des Königlichen Erlasses Nr. 14 vom 18. April 1967 und abgeändert durch den Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 22. August 1980, durch den Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 30. Dezember 1980 und durch den Artikel 1 des Dekrets vom 16. Dezember 1999, durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"3° Brieftaubenwettbewerbe, wenn die Brieftauben außer unter Umständen höherer Gewalt an einem Samstag, einem Sonntag, einem gesetzlichen Feiertag oder einem durch die Gemeinde als offiziell betrachteten Kirmestag zurückkehren und wenn die Einsätze nur von den Eigentümern der teilnehmenden Tauben riskiert werden;"

C. Was die Wallonische Region betrifft, wird der Artikel 43, 3° desselben Gesetzbuches durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"43° Brieftaubenwettbewerbe, wenn die Einsätze nur von den Eigentümern der teilnehmenden Tauben riskiert werden;"

D. Was die Wallonische Region betrifft, wird in Artikel 43, 2° desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 22. August 1980 der Wortlaut "250 BEF" durch den Wortlaut "6,20 Euro" ersetzt.

Art. 2 - Was die Wallonische Region betrifft, wird der zuletzt durch den Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 22. August 1980 ersetzte Artikel 44 desselben Gesetzbuches durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 44 - In Abweichung vom Artikel 43 wird die Steuer auf Wetten bezüglich Pferderennen, die in Belgien stattfinden, wie folgt festgesetzt:

- 1° ein Fünftel der Abgabe auf den Bruttobetrag der bei Wetten im Wettbüro eingesetzten Summen;
- 2° 5 Prozent des Bruttobetrags der bei Buchmacherwetten eingesetzten Summen."

Art. 3 - Was die Wallonische Region betrifft, werden in Artikel 45, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Artikel 3 des Königlichen Erlasses Nr. 14 vom 18. April 1967, der Wortlaut "4,80 Prozent" und der Wortlaut "2,75 Prozent", so wie durch den Artikel 3 des Königlichen Erlasses Nr. 14 vom 18. April 1967 eingeführt, durch den Wortlaut "4,80 Prozent" bzw. den Wortlaut "2,75 Prozent" ersetzt.

B. Was die Wallonische Region betrifft, wird in Artikel 45 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Artikel 3 des Königlichen Erlasses Nr. 14 vom 18. April 1967, dessen Absatz 1 den Paragraphen 1 bilden wird, der Absatz 2 aufgehoben, und ein wie folgt verfasster Paragraph 2 hinzugefügt:

"§ 2. Die Steuer auf Spiele und Wetten bezüglich der Casinospiele außer dem Bakkarat (Chemin de Fer) und dem Roulette ohne Zero beträgt 30 Prozent des Bruttoertrags dieser Spiele für den Teil des besagten Ertrags, der in einem Kalenderjahr 35 Millionen BEF nicht übersteigt, und 40 Prozent des darüber stehenden Betrags.

Der Bruttoertrag wird täglich festgestellt; er besteht aus der Differenz zwischen dem Betrag der am Ende der Spiele festgestellten Kassenbestände und dem kumulierten Betrag der anfänglichen Vorschüsse und der zusätzlichen Vorschüsse nach Abzug der während der Spiele getätigten Entnahmen. Der für einen Tag eventuell festgestellte Verlust wird von dem Bruttoertrag der folgenden Tage abgezogen."

C. Was die Wallonische Region betrifft, wird der Artikel 45, § 2, Absatz 1 desselben Gesetzbuches durch den folgenden Absatz ersetzt:

"Die Steuer auf Spiele und Wetten bezüglich der Casinospiele außer dem Bakkarat (Chemin de Fer) und dem Roulette ohne Zero beträgt 33 Prozent des Bruttoertrags dieser Spiele für den Teil des besagten Ertrags, der in einem Kalenderjahr 55 Millionen BEF nicht übersteigt, und 44 Prozent des darüber stehenden Betrags."

D. Was die Wallonische Region betrifft, wird in dem Artikel 45, § 2, Absatz 1 desselben Gesetzbuches der Wortlaut "55 Millionen BEF" durch den Wortlaut "1.360.000 Euro" ersetzt.

Art. 4 - **A.** Was die Wallonische Region betrifft, wird der Artikel 46 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Artikel 4 des Königlichen Erlasses Nr. 14 vom 18. April 1967 und abgeändert durch den Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 22. August 1980 und den Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 30. Dezember 1980 und aufgehoben durch den Artikel 2 des Dekrets vom 16. Dezember 1999 wie folgt wiederaufgenommen:

"Art. 46 - Eine Steuer von 10 BEF pro durch die vom Minister der Finanzen zugelassenen Vereinigungen und Verbände verkauften Taubenring wird erhoben."

B. Was die Wallonische Region betrifft, wird der Artikel 46 desselben Gesetzbuches aufgehoben.

Art. 5 - Was die Wallonische Region betrifft, wird der Artikel 47 desselben Gesetzbuches, aufgehoben durch den Artikel 5 des Königlichen Erlasses Nr. 14 vom 18. April 1967, aufgehoben.

Art. 6 - Was die Wallonische Region betrifft, werden die Artikel 48 bis 50 desselben Gesetzbuches, aufgehoben durch den Artikel 12 des Königlichen Erlasses vom 22. August 1980, aufgehoben.

Art. 7 - **A.** Was die Wallonische Region betrifft, wird der Artikel 79, § 1 desselben Gesetzbuches, zuletzt aufgehoben durch den Artikel 8, 1° des Königlichen Erlasses vom 22. August 1980, durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Die Geräte werden je nach Typ in fünf mit den Symbolen A, B, C, D und E bezeichnete Kategorien eingestuft."

B. Was die Wallonische Region betrifft, wird der Artikel 79, § 2 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Artikel 8, 1° des Königlichen Erlasses vom 22. August 1980, durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 2. Die weiter unten bezeichneten Spielautomaten werden je nach den in § 1 erwähnten Kategorien eingestuft:

1° in die Kategorie A:

a. die öfters "Bingo" genannten Billardgeräte mit variablem Einsatz, bei denen das Spiel darin besteht, mehrere Bälle oder Kugeln in im horizontalen Plan des Geräts befindliche Löcher zu führen, um auf der Anzeige im vertikalen Plan mehrere je nach Gerätetyp auf einer horizontalen, vertikalen oder schrägen Linie oder auch an einer bestimmten Stelle befindliche Zahlen oder Zeichen leuchten zu lassen;

b. die im allgemeinen "One Ball" genannten Billardgeräte mit variablem Einsatz, bei denen das Spiel darin besteht, auf dem horizontalen Plan des Geräts einen Ball oder eine Kugel in eins der Löcher zu führen, das die gleiche Zahl trägt wie die auf dem vertikalen Plan beleuchtete Zahl;

c. die Spielautomaten einschließlich derjenigen, die weiter unten unter 3° bis 5° erwähnt sind, wenn sie es dem Spieler oder Benutzer sogar nur gelegentlich ermöglichen, wenigstens den Betrag seines Einsatzes in bar oder als Spielmarke und/oder Preise in Naturalien oder als Gutscheine mit einem Wert von wenigstens 250 BEF zu gewinnen;

2° in die Kategorie B die unter 1°, **c.** erwähnten Spielautomaten, wenn sie der in Artikel 81 vorgesehenen ermäßigten Steuer unterliegen;

3° in die Kategorie C:

a. die mit Krallen oder mit einem Stoßarm versehenen automatischen Kräne;

b. die elektrischen Billardgeräte mit festem Einsatz, die im Allgemeinen "Pin-Ball", "Flipper" oder "Flip-Tronic" genannt werden und bei denen das Spiel darin besteht, Bälle oder Kugeln zu stoßen, die beim Berühren von bestimmten auf dem horizontalen Plan des Gerätes befindlichen Hindernissen das Ergebnis des Spiels in Form von Punkten, Zeichen oder Figuren auf der Tafel des vertikalen Plans erscheinen lassen;

c. die automatischen Kegelspiele, die normalerweise versetzbar sind und deren Benutzung gewöhnlich Bälle oder Kugeln erfordert;

d. die im Allgemeinen "Jolly Joker" genannten automatischen Pokerspiele;

e. die Spielautomaten, die zur gleichen Zeit Filme oder Bilder projizieren und Töne von sich geben;

4° in die Kategorie D:

a. die automatischen Plattenspieler, einschließlich der im Allgemeinen "Juke-box" genannten Geräte, die nur Musik ausstrahlen, auch wenn sie aus einer bestimmten Entfernung in Gang gesetzt werden;

b. die automatischen Kegelspiele, die normalerweise versetzbar sind und deren Benutzung gewöhnlich Scheiben erfordert;

c. die Schießautomaten;

d. die elektrischen Golf-, Hockey-, Tennis und Fußballspiele, das elektrische "Spinner"-Ballspiel sowie die "Base-ball", "Basket-ball", "Drop-ball", "Skee-ball", "Skee-fun", "All-Star Bowler", "Ten Strike" genannten elektrischen Geräte;

e. jedes elektrische Billardgerät, das Teil eines im Allgemeinen "Bumper" genannten Wettbewerbsspieles ist und das üblicherweise auf den Volksfesten und Kirmessen installiert wird;

5° in die Kategorie E: alle Spielautomaten, die beim Ministerium der Finanzen in Ausführung des Paragraphen 3 angemeldet worden sind und die nicht in eine der Kategorien A bis D eingestuft worden sind. »

C. Was die Wallonische Region betrifft, wird in Artikel 79, § 2, 1°, c. desselben Gesetzbuches der Wortlaut "250 BEF" durch den Wortlaut "6,20 Euro" ersetzt.

D. Was die Wallonische Region betrifft, wird der Artikel 79, § 2 desselben Gesetzbuches durch die folgenden Absätze ergänzt:

"Wenn die technischen, wirtschaftlichen oder sozialen Umstände diese Maßnahmen notwendig machen, kann die Kategorie, in welche ein Gerätetyp eingestuft werden muss, durch die Wallonische Regierung nach Rücksprache mit den interessierten Berufsverbänden festgesetzt oder abgeändert werden. Für die Einstufung eines Geräts werden dessen Wirtschaftlichkeit, die Art des angebotenen Spieles und die Vielfältigkeit des Einsatzes berücksichtigt, wobei vorausgesetzt wird, dass ein Gerät, das nur als automatischer Plattenspieler benutzt wird, nicht in eine Kategorie über der Kategorie D eingestuft werden kann.

Die Wallonische Regierung wird den Wallonischen Regionalrat sofort, wenn er zusammengekommen ist, sonst sofort nach der Eröffnung seiner nächsten Sitzungsperiode mit dem Projekt eines Dekrets zur Bestätigung der in Ausführung des Absatzes 2 gefassten Erlasse befassen."

Art. 8 - A. Was die Wallonische Region betrifft, wird der Artikel 80, § 1 desselben Gesetzbuches, zuletzt durch den Artikel 0 des Königlichen Erlasses vom 22. August 1980 ersetzt, durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Der Betrag der Steuer wird wie folgt festgesetzt:

Gerätekatgorie	Steuerbetrag
A	36 000 BEF
B	26 000 BEF
C	7 000 BEF
D	5 000 BEF
E	3 000 BEF".

B. Was die Wallonische Region betrifft, wird der Artikel 80, § 1 desselben Gesetzbuches durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Der Betrag der Steuer wird wie folgt festgesetzt:

Gerätekatgorie	Steuerbetrag
A	55 000 BEF
B	36 000 BEF
C	9 000 BEF
D	6 000 BEF
E	4 000 BEF".

C. Was die Wallonische Region betrifft, werden in Artikel 80, § 1 desselben Gesetzbuches die in BEF ausgedrückten und in der ersten Spalte der folgenden Tabelle befindlichen Beträge durch die in Euro ausgedrückten und in der zweiten Spalte derselben Tabelle befindlichen Beträge ersetzt.

55 000 BEF	1.365 Euro
36 000 BEF	895 Euro
9 000 BEF	225 Euro
6 000 BEF	150 Euro
4 000 BEF	100 Euro

Art. 9 - A. Was die Wallonische Region betrifft, wird der Artikel 81 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Artikel 17 des Königlichen Erlasses Nr. 14 vom 18. April 1967 und abgeändert durch den Artikel 7 des Gesetzes vom 24. Dezember 1976, durch den Artikel 10 des Königlichen Erlasses vom 22. August 1980 und durch den Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2000, durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 81 - Die Steuer wird reduziert auf:

1° ein Zehntel ihres Betrags für ein ganzes Jahr für die Geräte, die einem Schausteller gehören und auf Kirmesplätzen oder an vergleichbaren Stellen installiert werden. Die so reduzierte Steuer darf 500 BEF nicht unterschreiten;

2° die Hälfte ihres Betrags für ein ganzes Jahr für die Geräte, die nur in einem saisonbedingten Betrieb installiert werden. Als saisonbedingter Betrieb wird jeder Betrieb mit Ausnahme der Schankwirtschaften betrachtet, der nur höchstens sechs Monate im Jahr der Öffentlichkeit zugänglich ist. Dieser Zeitraum kann um dreißig Tage verlängert werden, wenn die Erklärung zur Verlängerung beim Hauptkontrolleur der direkten Steuern, in dessen Zuständigkeitsgebiet die Geräte installiert sind, zuvor eingereicht wird."

B. Was die Wallonische Region betrifft, wird in Artikel 81, 1° desselben Gesetzbuches der Wortlaut "500 BEF" durch den Wortlaut "12,50 Euro" ersetzt.

Art. 10 - A. Was die Wallonische Region betrifft, werden im Königlichen Erlass vom 8. Juli 1970 zur allgemeinen Regelung der den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern die folgenden Abänderungen angebracht:

1° der Artikel 35, ersetzt durch den Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 24. Mai 1978, wird aufgehoben;

2° in Artikel 35bis, § 1, Absatz 1, eingefügt durch den Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 24. Mai 1978, wird der Wortlaut "in Artikel 35" durch den Wortlaut "in Artikel 45, § 2 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern" ersetzt;

3° der Artikel 56, ersetzt durch den Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 10. November 1980 und abgeändert durch den Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001, wird aufgehoben.

B. Der Artikel 35ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Artikel 1 des Dekrets vom 6. März 1996, wird aufgehoben.

C. Das Dekret vom 6. März 1996 zur Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, was die Steuer auf Spielautomaten betrifft, wird aufgehoben.

Art. 11 - Das vorliegende Dekret tritt ab dem Veranlagungsjahr 2003 in Kraft mit Ausnahme:

1° der Artikel 1, A und B, 2, 3, A und B, 4, A, 5, 6, 7, A und B, 8, A, 9, A, die am 1. Januar 1989 wirksam werden;

2° der Artikel 3, C, 8, B und 10, B und C, die ab dem Veranlagungsjahr 1996 wirksam werden;

3° der Artikel 1, C und 4, B, die am 1. Januar 2000 wirksam werden;

4° der Artikel 1, D, 3, D, 7, C, 8, C und 9, B, die am 1. Januar 2002 wirksam werden.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 4. Dezember 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,
Ph. COURARD

—
Fußnote

(1) Sitzung 2003-2004.

Dokumente des Rates 567 (2003-2004) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 3. Dezember 2003.

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 388

[2004/200208]

4 DECEMBER 2003. — Decreet tot wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. A. Wat betreft het Waalse Gewest, in artikel 43 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 14 van 18 april 1967, bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 augustus 1980, bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 december 1980, bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 maart 1994 en bij artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « 11 p.c. » , ingevoerd bij artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 11 augustus 1980, worden vervangen door de woorden « 11 p.c. » ;

2° in 2°, worden de woorden « 250 BEF per dag en per persoon », ingevoerd bij artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 22 augustus 1980, vervangen door de woorden « 250 BEF per dag en per persoon »;

3° punt 4°, opgeheven bij artikel 1, 4°, van het koninklijk besluit van 22 augustus 1980, wordt opgeheven.

B. Wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 43, 3°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit nr. 14 van 18 april 1967, en gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 augustus 1980, bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 december 1980 en bij artikel 1 van het decreet van 16 december 1999, gewijzigd als volgt :

« 3° duivenprijskampen wanneer de terugkeer van de duiven plaatsvindt, behoudens overmacht, op een zaterdag, een zondag, een wettelijke feestdag of een kermisdag die door de gemeente wordt beschouwd als officieel en waarbij uitsluitend ingezet wordt door de eigenaars van de ingeschreven duiven; ».

C. Wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 43, 3°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd als volgt :

« 3° duivenprijskampen waarbij uitsluitend ingezet wordt door de eigenaars van de ingeschreven duiven; ».

D. Wat betreft het Waalse Gewest, in artikel 43, 2°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 augustus 1980, worden de woorden « 250 BEF » vervangen door de woorden « 6,20 euro ».

Art. 2. Wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 44 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 augustus 1980, gewijzigd als volgt :

« Art. 44. In afwijking van artikel 43, wordt de belasting betreffende weddenschappen op paardenwedrennen die in België plaatsvinden, vastgelegd als volgt :

1° een vijfde van de heffing op het brutobedrag van de sommen ingezet bij de onderlinge weddenschappen;

2° 5 % op het brutobedrag van de sommen ingezet bij de weddenschappen bij notering. »

Art. 3. A. Wat betreft het Waalse Gewest, in artikel 45, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 14 van 18 april 1967, worden de woorden « 4,80 % » en de woorden « 2,75 % », zoals ingevoerd bij artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 14 van 18 april 1967, respectievelijk vervangen door de woorden « 4,80 % » en de woorden « 2,75 % ».

B. Wat betreft het Waalse Gewest, in artikel 45 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 14 van 18 april 1967, waarvan het eerste lid § 1 vormt, wordt het tweede lid opgeheven en wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De belasting op de spelen en de weddenschappen voor andere casinospelen dan « baccarat chemin de fer » en « roulette zonder nul » wordt toegepast op de bruto-opbrengst van deze spelen tegen de koers van 30 % op het deel van bovenvermelde opbrengst dat, voor het kalenderjaar, niet meer dan 35 miljoen frank bedraagt, en tegen de koers van 40 % op het overschot.

De bruto-opbrengst wordt elke dag vastgesteld; ze bestaat uit het verschil tussen het bedrag van de aan het einde van de partijen vastgestelde kasgelden en het gecumuleerde bedrag van de aanvankelijke en bijkomende voorschotten, verminderd met de tijdens de partijen opgenomen bedragen. Het eventueel vastgestelde verlies betreffende een bepaalde dag wordt afgetrokken van de bruto-opbrengst van de volgende dagen. »

C. Wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 45, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd als volgt :

« De belasting op de spelen en de weddenschappen voor andere casinospelen dan « baccarat chemin de fer » en « roulette zonder nul » wordt toegepast op de bruto-opbrengst van deze spelen tegen de koers van 33 % op het deel van bovenvermelde opbrengst dat, voor het kalenderjaar, niet meer dan 55 miljoen frank bedraagt, en tegen de koers van 44 % op het overschot. »

D. Wat betreft het Waalse Gewest, in artikel 45, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « 55 miljoen BEF » vervangen door de woorden « 1.360.000 euro ».

Art. 4. A. Wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 46 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 14 van 18 april 1967, en gewijzigd bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 augustus 1980 en bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 30 december 1980 en opgeheven bij artikel 2 van het decreet van 16 december 1999, hersteld als volgt :

« Art. 46. Een belasting van 10 BEF wordt geheven voor elke duivenring die verkocht is door de verenigingen en verbonden erkend door de Minister van Financiën. »

B. Wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 46 van hetzelfde Wetboek opgeheven.

Art. 5. Wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 47 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 14 van 18 april 1967, opgeheven.

Art. 6. Wat betreft het Waalse Gewest, worden de artikelen 48 tot 50 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij artikel 12 van het koninklijk besluit van 22 augustus 1980, opgeheven.

Art. 7. A. Wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 79, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij artikel 8, 1°, van het koninklijk besluit van 22 augustus 1980, gewijzigd als volgt :

« § 1. De toestellen worden verdeeld, volgens hun type, in vijf categorieën, respectievelijk aangeduid door de tekens A, B, C, D en E. » .

B. Wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 79, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8, 1°, van het koninklijk besluit van 22 augustus 1980, gewijzigd als volgt :

« § 2. De hierna vermelde automatische ontspanningstoestellen worden respectievelijk gerangschikt in de categorieën A, B, C, D en E, zoals bedoeld in § 1 :

1° in categorie A :

a. de elektrische biljarten met veranderlijke inzet, gewoonlijk « Bingo » genoemd, waarvan het spel erin bestaat verscheidene ballen of kogels in de op het horizontaal vlak van het toestel gemaakte gaten te plaatsens, met het doel, naargelang van het type van toestel, op het paneel van het verticaal vlak verscheidene cijfers of tekens op een horizontale, verticale of diagonale lijn of in een bepaalde zone te belichten;

b. de elektrische biljarten met veranderlijke inzet, gewoonlijk « One-ball » genaamd, waarvan het spel erin bestaat op het horizontaal vlak van het toestel een bal of kogel te plaatsens in één van de gaten met hetzelfde cijfer als het cijfer dat op het paneel van het verticaal vlak verlicht is;

c. de automatische ontspanningstoestellen, inbegrepen deze bedoeld sub 3° tot 5° hierna, die aan de speler of gebruiker toelaten, zelfs toevallig, ten minste het bedrag van de gedane inzet in specie of in de vorm van penningen terug te winnen en/of prijzen te winnen, *in natura* of in de vorm van premiebons, met een handelswaarde van ten minste tweehonderd vijftig frank;

2° in categorie B, de sub 1°, littera c., bedoelde automatische ontspanningstoestellen, wanneer ze zijn onderworpen aan de verminderde belasting, zoals bedoeld in artikel 81;

3° in categorie C :

a. de automatische kranen met klauwen of duwarmen;

b. de elektrische biljarten met vaste inzet, gewoonlijk « Pin-Ball », « Flipper » of « Flip-Tronic » genaamd, waarvan het spel erin bestaat ballen of kogels te werpen die, door aanraking met sommige obstakels op het horizontale vlak van het toestel, het resultaat van het spel te voorschijn brengen op het paneel van het verticale vlak in de vorm van punten, tekens of beeldjes;

c. de automatische bowlinginstallaties die normaal afneembaar zijn en die het gebruik van ballen of kegels gewoonlijk vereisen;

d. de automatische pokerspellen, gewoonlijk « Jolly Joker » genoemd;

e. de automatische toestellen die, gelijktijdig, films of beelden vertonen en geluiden verspreiden;

4° in de categorie D :

a. de automatische platenspelers, met inbegrip van degene die gewoonlijk « Juke-Box » worden genoemd, die uitsluitend muziek verspreiden zelfs als ze in werking worden gesteld op afstand;

b. de automatische bowlinginstallaties die normaal afneembaar zijn en die het gebruik van discussen vereisen;

c. de automatische schiettoestellen;

d. de elektrische golf-, hockey-, tennis- en voetbaltoestellen, het elektrische ballenspel van het « Spinner »-model, alsook alle elektrische toestellen van de volgende modellen : « Base-ball », « Basket-ball », « Drop-ball », « Skee-ball », « Skee-fun », « All-Star Bowler », « Ten Strike »;

e. elk elektrisch biljart dat deel uitmaakt van het « Bumper »-wedstrijdspel en dat gewoonlijk geïnstalleerd is op kermissen en dorpsfeesten;

5° in categorie E, alle automatische toestellen die aangegeven zijn bij de Minister van Financiën ter uitvoering van paragraaf 3 en die niet gerangschikt zijn in één van de categorieën A tot D. »

C. Wat betreft het Waalse Gewest, in artikel 79, § 2, 1°, c., van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « 250 BEF » vervangen door de woorden « 6,20 euro ».

D. Wat betreft het Waals Gewest, wordt artikel 79, § 2, van hetzelfde Wetboek aangevuld als volgt :

« Wanneer de technische, economische of sociale bijkomstigheden het vereisen, kan de categorie waarin een type toestel moet worden gerangschikt, vastgesteld of gewijzigd worden door de Waalse Regering, na raadpleging van de betrokken beroepsverbanden. Voor de rangschikking van een toestel wordt rekening gehouden met zijn rendabiliteit, de aard van het voorgestelde spel en de veelvuldigheid van de inzet; een toestel dat uitsluitend gebruikt wordt als automatische platenspeler, mag niet worden gerangschikt in een hogere categorie dan D.

De Waalse Regering zal een ontwerp van decreet tot bevestiging van de besluiten genomen ter uitvoering van het tweede lid aanhangig maken bij de Waalse Gewestraad, onmiddellijk indien hij verenigd is, in het tegenovergestelde geval vanaf de opening van zijn volgende zitting. »

Art. 8. A. Wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 80, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatst vervangen door artikel 9 van het koninklijk besluit van 22 augustus 1980, als volgt gewijzigd :

« § 1. Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

Categorie van de toestellen	Bedrag van de belasting
A	36 000 BEF
B	26 000 BEF
C	7 000 BEF
D	5 000 BEF
E	3 000 BEF. »

B. Wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 80, § 1, van hetzelfde Wetboek, als volgt vastgesteld :

« § 1. Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

Categorie van de toestellen	Bedrag van de belasting
A	55 000 BEF
B	36 000 BEF
C	9 000 BEF
D	6 000 BEF
E	4 000 BEF. »

C. Wat betreft het Waalse Gewest, in artikel 80, § 1, van hetzelfde besluit, worden de in frank uitgedrukte bedragen vermeld in de eerste kolom van de tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen vermeld in de tweede kolom van de tabel.

55 000 BEF	1.365 euro
36 000 BEF	895 euro
9 000 BEF	225 euro
6 000 BEF	150 euro
4 000 BEF	100 euro

Art. 9. A. Wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 81 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 17 van het koninklijk besluit nr. 14 van 18 april 1967 en gewijzigd bij artikel 7 van de wet van 24 december 1976, bij artikel 10 van het koninklijk besluit van 22 augustus 1980 en bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 juli 2000, gewijzigd als volgt :

« Art. 81. De belasting wordt verminderd tot :

1° 1/10 van haar bedrag betreffende het hele jaar voor de toestellen die eigendom zijn van foorreizigers en opgesteld zijn op foren en gelijksoortige plaatsen. De aldus verminderde belasting mag niet minder dan 500 BEF bedragen;

2° de helft van haar bedrag betreffende het hele jaar voor de toestellen die uitsluitend opgesteld zijn in een seizoensgebonden bedrijf. Als dusdanig beschouwd wordt, elk bedrijf dat hoogstens zes maanden per jaar toegankelijk is voor het publiek, met uitzondering van dranksluiterijen. Die periode kan worden verlengd met dertig dagen mits voorafgaande verklaring bij de hoofdcontroleur der directe belastingen onder wiens ambtsgebied de toestellen zijn opgesteld. »

B. Wat betreft het Waalse Gewest, in artikel 81, 1°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « 500 BEF » vervangen door de woorden « 12,50 euro ».

Art. 10. A. Wat betreft het Waalse Gewest, in het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende algemene regeling van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 35, vervangen door artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 mei 1978, wordt opgeheven;

2° in artikel 35bis, § 1, eerste lid, ingevoegd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 mei 1978, worden de woorden « in artikel 35 » vervangen door de woorden « in artikel 45, § 2, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen »;

3° artikel 56, vervangen door artikel 6 van het koninklijk besluit van 10 november 1980 en gewijzigd bij artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001, wordt opgeheven.

B. Artikel 35ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij artikel 1 van het decreet van 6 maart 1996, wordt opgeheven.

C. Het decreet van 6 maart 1996 tot wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, wat betreft de belasting op de automatische ontspanningstoestellen, wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking vanaf het aanslagjaar 2003, met uitzondering van :

1° de artikelen 1, A en B, 2, 3, A en B, 4, A, 5, 6, 7, A en B, 8, A, 9, A, en 10, A, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1989;

2° de artikelen 3, C, 8, B en 10, B en C, die uitwerking hebben vanaf het aanslagjaar 1996;

3° de artikelen 1, C, en 4, B, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2000;

4° de artikelen 1, D, 3, D, 7, C, 8, C en 9, B, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 december 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

Nota

(1) *Zitting 2003-2004*

Stukken van de Raad, 567 (2003-2004) nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 3 december 2003.

Bespreking - Stemming.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 389

[2004/200211]

27 NOVEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement portant exécution du décret du 15 mai 2003 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juin 1989;

Vu le décret du 15 mai 2003 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs, notamment l'article 3, alinéa 5;

Vu l'avis n° 35768/2 du Conseil d'Etat, donné en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, modifiées par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° le décret : le décret du 15 mai 2003 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs;

2° le demandeur : le ou les Ministres dont relève l'organe concerné ou la ou les autorités investies du pouvoir de nomination tel que visé à l'article 3, alinéa 2, du décret. Lorsque le Gouvernement est l'autorité investie du pouvoir de nomination, le Ministre dont dépend l'organe consultatif est habilité à agir en demandeur au nom du Gouvernement.

Art. 2. Le demandeur adresse au Ministre-Président la communication visée à l'article 3, alinéa 2, du décret. La communication est introduite par écrit et doit contenir les éléments suivants :

- la copie du texte normatif ou du projet de texte normatif créant l'organe consultatif, ainsi qu'une copie des arrêtés qui, le cas échéant, ont été pris afin d'en régler la composition et le fonctionnement;

- la composition concrète de l'organe consultatif concerné, sur la base de la liste des membres effectifs et suppléants au moment de l'introduction de la communication;

- la motivation adéquate de l'impossibilité de remplir la condition fixée à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret.

La communication qui ne remplit pas les conditions fixées au présent article n'est pas recevable.